

Comment Talleyrand négocia en 1817 la cession de ses archives à la Cour impériale d'Autriche

Au début de 1817, Talleyrand

offre à Mettemich de vendre à l'empereur François-Joseph Ier, non seulement sa correspondance personnelle, mais celle de son successeur, le duc de Champigny. Les lettres échangées à ce sujet entre les deux hommes d'Etat se trouvent, avec tant d'autres trésors, aux archives impériales de Vienne, parmi les plus riches du monde, qui contiennent quelque soixante-six millions de dossiers ; placées dans le fond des Acta Secreta, elles n'ont jamais été publiées jusqu'ici. En raison de leur intérêt historique, nous les reproduisons ci-dessous in extenso. Elles ont été communiquées et annotées par M. Otto Ernst.

Une question se pose : quels étaient les motifs qui ont poussé Talleyrand à céder à l'empereur d'Autriche « ce plus beau trésor de toutes les archives », comme il le qualifiait lui-même ? Agissait-il par avidité ? Certes, Talleyrand aimait l'argent, mais, au moment où il entreprenait cette négociation, il était déjà immensément

riche, et avait 63 ans. Il semble donc que ce fût plutôt pour se venger des Bourbons, pour les priver d'une documentation précieuse, qu'il décida de livrer cette correspondance à la Cour d'Autriche. Sa position était, à cette époque, fortement ébranlée en France, depuis qu'en 1815 il avait été cavalièrement relevé de ses fonctions de président du conseil ; il n'était plus que grand chambellan, ce qui lui semblait une disgrâce. Il songea même, comme on verra, à se ménager un lieu d'asile en Autriche.

Metternich ne pouvait guère ne pas accepter l'offre qui lui était faite ; il avait de sérieuses raisons de souhaiter que cette correspondance ne tombât pas aux mains du tsar, du roi d'Angleterre, ou du roi de Prusse, qui auraient pu apprendre par ce moyen qu'à certains moments Vienne avait été prête à les trahir pendant les deux dernières coalitions. Il accepta donc le marché, d'autant plus qu'il savait que son maître impérial ne pourrait que lui en savoir gré. Mais il s'arrangea pour mener cette affaire avec la plus grande discrétion, à l'insu de son ambassadeur à Paris.

Les dossiers négociés par Talleyrand comprenaient douze paquets ; ils contenaient la correspondance de Napoléon avec Talleyrand et avec ses autres ministres des affaires étrangères durant quinze ans, depuis le retour d'Égypte, jusqu'en 1813.

Voici les lettres et les instructions concernant cette affaire :

Talleyrand à Metternich

Paris, le 12 janvier 1817.

Mon cher Prince,

Je vais aujourd'hui vous occuper d'une chose qui a quelque intérêt. Un Russe a cherché à avoir aux archives des relations extérieures la correspondance de Bonaparte avec moi depuis son retour d'Égypte. Il n'a pas pu y parvenir. On a cru que je l'avais emportée (ce qui est très vrai), et on m'a fait sonder pour savoir si je voudrais la céder à l'empereur (de Russie). J'ai dit que je ne l'avais pas. Une démarche pareille et l'influence russe chez nous m'ont fait supposer que, quelque jour, on pourrait bien me l'enlever ; cette crainte m'a donné l'idée de mon défaire et je vous l'offre. C'est incontestablement la plus belle pièce d'archives que l'on puisse avoir, car, outre sa correspondance avec moi, qui commence à l'an VII et qui continue jusqu'à la fin ds 1806, je pourrais y joindre la correspondance de Buonaparte avec M. de Champigny (duc de Cadore), et celle de Buonaparte avec M. Maret (duc de Bassano), en 1813. Tout est original, signé de lui, et forme douze paquets volumineux.

Je suis sûr que l'Angleterre et la Prusse feraient avec grand plaisir cette acquisition et la payeraient volontiers d'un bon lot de leurs contributions. Mais cela vous convient éminemment, parce que vous avez été les plus

intéressés dans tous les mouvements de l'Europe depuis vingt ans. Veuillez, mon cher Prince, soumettre ma proposition à l'Empereur. Je suis et serai toujours Français, et bon Français, quelque injustice que l'on veuille me faire ici, mais vous savez qu'après être Français, ce que je suis le plus près d'être, c'est Autrichien. Mon sentiment me porte à désirer que cette précieuse et souvent compromettante partie de notre histoire moderne soit entra vos mains.

Je vous prie de me répondre promptement, mon cher Prince, parce que la sûreté de ce petit trésor étant un peu menacée, mon intention est d'avoir terminé quelque chose à cet égard avant le mois de mars... J'ai raison de croire que l'Angleterre mettrait un grand prix à la correspondance dont je vous parle, mais sa place est chez vous.

Adieu, mon cher Prince, répondez-moi par le courrier portugais, etc.

Talleyrand.

Metternich à Talleyrand

Vienne, le 18 février 1817. Le dernier courrier portugais m'a remis la lettre que vous lui aviez confiée, mon cher Prince, et je vous prie de me mettre au fait de vos vues sur l'objet en question. On lui assignera une place ici, digne de sa valeur. Je vous prie de me répondre incessamment et de vous servir, à cet effet, de la voie que je vous ai indiquée.

J'attends vos ouvertures et vous offre mes hommages, etc.

Mettenich.

Talleyrand à Metternich

Paris, 6 mars 1817. J'ai l'honneur de vous envoyer, mon cher Prince, tous les papiers dont je vous ai parlé.

Voici quelles étaient mes intentions. Si j'avais traité à cet égard avec une des autres puissances de l'Europe, j'aurais demandé cinq cent mille francs ; s'ils conviennent à Sa Majesté l'Empereur, il en fixera le prix. Je demande seulement qu'en m'envoyant des mandats, au porteur, (c'est-à-dire sans mon nom) pour toucher en une ou plusieurs fois – mais à époque fixe – vous ayez la bonté d'y faire joindre une autorisation de l'Empereur lui-même pour que moi et ma famille puissions nous établir à Vienne ou dans quelque autre partie de ses Etats à notre choix, si les circonstances dans lesquelles pourrait se trouver la France exigeaient que je m'en éloignasse.

Agréez, mon cher Prince, etc.

Talleyrand.

Metternich au baron de Binder

Vienne, le 18 février 1817. Vous recevrez de nouveau une lettre que je vous prie

de remettre en mains propres à M. de T. S'il devait vous charger d'une réponse, vous me la feriez passer et vous vous serviriez des moyens et de la voie que je vous ai indiqués pour me faire parvenir tout paquet que vous recevriez à cet effet du Prince. Il est superflu au reste de vous prévenir que tout ce qui a trait à cet objet est sans rapport avec la Mission Impériale à Paris, ni avec M. le baron de Vincent (ambassadeur d'Autriche) ni avec aucun autre individu de la Mission. Je place à cet effet toute la responsabilité du plus entier secret sur votre personne. Recevez, etc., etc.

Metternich.

Le baron de Binder, principal intermédiaire, était un diplomate viennois attaché au service consulaire autrichien à Paris. Il était parent éloigné de la femme de Metternich, et homme de confiance et ami du chancelier. Binder acheminait la correspondance Talleyrand – Metternich dans le secteur Paris-Strasbourg. Pour l'étape entre Strasbourg et Vienne, elle passa dans les mains du baron de Barbier, qui ignorait tout, ainsi que le baron Frimont, à Vienne, qui n'était qu'une « boîte aux lettres ».